

5-Cardinaux

La mondialisation
Et la société universelle

Les quatre Traités Méthodiques de sociologie appliquée

RELIGION – CARDINAUX – CYCLE

MODÈLE UNIVERSEL DE DÉCLINAISON LOGIQUE

Application méthodologique et organisation du développement

	Religion Terre Cycles naturels	Cardinaux	Eau Saisons	Air Vertus	Feu Fonctions
Terre	Ouest		Automne	Sel	Digestion
Eau	Nord		Hiver	Amer	Circulation
Air	Est		Printemps	Sucre	Respiration
Feu	Sud		Été	Acide	Combustion
Éléments					

Cette section vise à expliquer quel cadre d'analyse serait nécessaire d'utiliser afin de souscrire la problématique, illustrée au prologue, avec les autres enjeux. L'utilisation du modèle universel à déclinaison logique, décrit en fin de chapitre, permettrait de conserver l'harmonie dans les milieux naturels tout en priorisant les besoins économiques présents. *La cause du problème étant essentiellement due à une inversion graduelle des valeurs dans l'échelle sociale et des interdits posés par le développement durable et écologique.*

LA MONDIALISATION DE LA CRIMINALITÉ

LES QUATRE TRAITÉS MÉTHODIQUES DE SOCIOLOGIE APPLIQUÉE

Il y aurait selon moi une conjonction entre les plans d'énergies célestes et terrestres qui serait à la base du changement climatique. Une inversion dans l'ordre naturel des éléments primordiaux se reproduirait sur d'autres plans. L'ordre des sphères célestes tiendrait au plan des éléments naturels tels que décrits dans le Premier ouvrage. Les facteurs naturels poursuivant le même rythme que les éléments naturels, l'équilibre soutenant cet ordre correspond à l'axe des réciprocités où la loi naturelle se représente en une loi d'équilibre soutenue par les forces gravitationnelles. La conjonction des pôles célestes et des pôles terrestres tient de ce fait à cette loi d'harmonie, où l'action de la force thermodynamique est mesurée par la pression barométrique, subissant un clivage d'année en année. En d'autres termes, l'action dynamique que produit le facteur humain, depuis les facteurs de production, a pour effet d'accélérer le rythme des énergies. Mais le problème réside en ce que les sols terrestres n'ont pas assez de force de conductivité afin de conserver la chaleur excédentaire à l'intérieur des sols, à cause de l'exploitation minière en partie. Les dynamismes naturels entrant en jeu dans la chaîne du changement climatique, les pôles magnétiques soutenus par l'axe de révolution céleste font l'objet du rétablissement universel proposé au chapitre du développement durable pour fin de conflit. Mais voyez le modèle universel présenté pour le rétablissement en page 21.

VOICI L'ORDRE DES SUJETS DE L'ANALYSE DU CHAPITRE :

5- LA MONDIALISATION : RELIGION - CARDINAUX – CADRE DE RÉOLUTION

Force – L'ouverture des marchés

Complexions – La libre concurrence

Rythme – Le marché fixe sa loi

Températures – Le néolibéralisme

A. VOICI L'ORDRE DES SUJETS DE PROBLÉMATIQUE DU CHAPITRE :

5- LA MONDIALISATION : RELIGION – CARDINAUX – PROBLÉMATIQUE PRINCIPES

Force - L'ouverture des marchés - Qualité
Complexion - La libre concurrence - Éléments
Rythme - Le marché fixe sa loi - Température
Températures - Le néolibéralisme - Complexions

L'analyse des dynamismes recouvrera la description des enjeux problématiques des principes. Elle a pour but de permettre l'harmonisation des paradigmes...

CADRE D'ANALYSE DESCRIPTIVE DES CHAPITRES (PRINCIPES)

FORCE - L'OUVERTURE DES MARCHÉS - QUALITÉ

COMPLEXION - LA LIBRE CONCURRENCE - ÉLÉMENTS

RYTHME - LE MARCHÉ FIXE SA LOI - TEMPÉRATURE

TEMPÉRATURES - LE NÉOLIBÉRALISME - COMPLEXIONS

Caractéristiques des trois secteurs principaux de la société chez Waddell (1999)

Thèmes	Secteur	
	Etat	Marché
Intérêt principal	Politique	Economique
Principale forme de pouvoir	Coercitive	Rémunératrice
Biens produits	Publics	Privés
Principaux buts	Ordre social	Création de richesse
Critère d'évaluation	Légalité	Rentabilité
Base relationnelle	Réglementations	Transactions

Comparaison entre les trois secteurs : dimension de la triarticulation

THEMES	POUVOIR PUBLIC	ECONOMIQUE
Sphère principale-Champ d'action	Juridique et Politique	Economique
Principale fonction actuelle	Arbitrer en fonction de l'intérêt général	Production de biens et services
But principal	Ordre social	Rémunération-

Principales formes de pouvoir	Coercitif	Rémunératrice-Capacité de production et propriété privé
Moyens d'action	Réguler (décision) Lois	Production
Biens produits	Publics	Privés
Critère d'évaluation	Légal rationnel	Rentabilité
Légitimité	Elective-Indépendance économique	Productive

Chacun des thèmes présents n'est que l'axe principal et non l'axe unique.

Sur le travail de l'Antichrist:

LA LUTTE À L'OSTRACISME **Ici est la mission de l'esprit saint voir notes**

Sur les causes de l'hérésie, des tribulations, de la ruine et de la désolation :

Il méditera de changer les temps et le droit, et les saints seront livrés entre ses mains pour un temps et des temps et un demi-temps. (Allusion à la politique d'hellénisation d'Antiochus Épiphane, et notamment à son interdiction du sabbat et des fêtes, cf. 1 M 1, 41-52. Sur Yavân voir note b), 1 M 1, 1.) Sur l'hellénisation, grecque et forcée; les conjonctions de la prophétie : le plan Mystérieux dont le Saint Esprit est le seul interprète. Appolos Actes 18, 24, l'Olympius, la désolation (abomination) (les deux voies, les deux alliances et les enfants de l'erreur); de la vérité. Hébreu et le rivage de la mer He 11, 11-12 et Nostradamus pour forcer le temps (nazi).

RELIGION – CARDINAUX – CYCLE

LE MODÈLE UNIVERSEL À DÉCLINAISON LOGIQUE

Application méthodologique et organisation du développement

	Religion	Eau	Air	Feu	Terre
Cycles naturels	Cardinaux	Saisons	Vertus	Fonctions	
Froid	Ouest	Automne	Sel	Digestion	
Humide	Nord	Hiver	Amer	Circulation	
Chaud	Est	Printemps	Sucre	Respiration	
Sec	Sud	Été	Acide	Combustion	
Ordre					

Les quatre variables du dynamisme des États naturels seront traitées au cours des quatre premiers chapitres. **ANALYSE DE LA LOI NATURELLE**

PROBLÉMATIQUE D'ANALYSE :

Les interactions fondamentales s'opposent au dynamisme entre deux phénomènes. L'axe de conjonction appose aux éléments une qualité commune. La déclinaison est analysée en relation du stress causé entre rythme et dynamismes naturels par la qualité des éléments. *Il y a donc les qualités, les éléments, le stress et les dynamismes naturels en interaction.*

APPLICATION MÉTHODOLOGIQUE

LE THÉORÈME UNIVERSEL À DÉCLINAISON LOGIQUE

Développement des enjeux et du rétablissement universel de la paix

CHAPITRE PARADIGME – VARIABLE CADRE DE RÉOLUTION
 LA MONDIALISATION **RELIGION – CARDINAUX** **(QUALITÉ) CYCLE**

Optimisation	Mondialisation	Religion	Cardinaux	Cycle	RÉSOLUTION
Le blanc	Métaphysique	Ésotérisme	Religion	Science	Paradigmes
Violet					Saisons
Bleu					Qualités
Indigo					Éléments
Le vert					Vertus
Jaune					Humeurs
Orange					Règnes vivants
Le rouge					Facteurs naturels
Les stress	<i>Synthèse</i>	<i>Passivité</i>	<i>Analyse</i>	<i>Activité</i>	L'arithmétique

Les paradigmes universaux étant posés dans l'ordre inverse des éléments correspondants, l'ordre naturel des stress fondamentaux viendra rétablir l'ordre des éléments que l'arithmétique disposé dans un ordre inverse. L'essentiel de la problématique étant que l'ordre des éléments soit maintenant entré en contradiction dans le continuum par les variables arithmétiques, l'intensité interactive créée par extension de la loi d'interactivité sera résolue par un cadre d'harmonisation disposé selon l'ordre des dynamismes naturels.

Voici le cadre d'analyse compréhensive nécessaire à l'harmonisation des problématiques.

B. VOICI L'ORDRE DES SUJETS DE RÉOLUTION DU CHAPITRE :

5- LA MONDIALISATION : RELIGION – CARDINAUX - RÉOLUTION PROCESSUS

Force - L'ouverture des marchés - Degré

Complexion - La libre concurrence - Nombre

Rythme - Le marché fixe sa loi - Extension

Températures - Le néolibéralisme - Intensité

L'analyse des dynamismes recouvrera la compréhension des enjeux problématiques des processus. Elle a pour but de permettre l'harmonisation des paradigmes...

CADRE D'ANALYSE COMPRÉHENSIVE DES CHAPITRES (PROCESSUS)

FORCE - L'OUVERTURE DES MARCHÉS - DEGRÉ

COMPLEXION - LA LIBRE CONCURRENCE - NOMBRE

RYTHME - LE MARCHÉ FIXE SA LOI - EXTENSION

TEMPÉRATURES - LE NÉOLIBÉRALISME - INTENSITÉ

La mondialisation

LE MARCHÉ FIXE SA LOI

LES RAISONS DE S'INQUIÉTER

Depuis quelques années déjà nous envahit la grande criminalité organisée, économique et financière, montée à l'assaut des États-Unis d'Amérique, face à laquelle s'étale, pitoyablement, l'impuissance des États qui se trouvent désarçonnés, par la puissance de l'attaque, et terrifiés par l'importance du péril. *International Crime Treath Assesment.*

“Les autorités chargées de l'application de la loi, dans le monde entier, font état d'une augmentation significative de la gamme et de l'étendue des activités criminelles internationales depuis le début des années 90. Le niveau et la puissance de ces activités, ainsi que l'augmentation corrélative de l'influence des organisations criminelles internationales, suscitent l'inquiétude des gouvernements de l'ensemble du monde sur les menaces que les criminels font peser sur la direction et la stabilité de nombreux pays, et sur celle de l'économie globale. Les réseaux criminels ont rapidement su tirer profit des occasions qui ont résulté des changements révolutionnaires de la politique mondiale, des affaires, de la technologie et des communications.”

Sur les causes de cette situation désastreuse :

La chute du mur de Berlin, l'effacement des frontières et le développement des nouvelles technologies de l'information, bien que tous ces événements soient célébrés comme les facteurs du développement de la nouvelle économie. Un simple calcul permet d'estimer qu'environ 2,5 milliards sont blanchis dans le monde tous les jours. Ceci dit, l'on peut affirmer sans illusion que la criminalité financière et économique n'est plus marginale.

Certains signes laissent à penser que des mutations profondes se sont accomplies ces dernières années, mutations dont la dimension criminelle n'est pas absente. Est-ce la corruption qui a augmentée ou notre seuil de tolérance qui s'est abaissé ? Elle est aujourd'hui parvenue au seuil de tolérance qui en permet la condamnation collective.

Nombre de pays dans le monde s'accommodent d'une criminalité diffuse mais prégnante, présente dans l'ensemble des rouages de la société, de l'économie et du pouvoir. La décentralisation en a été un facteur d'aggravation, elle qui augmente le nombre de décideurs publics, rendant encore plus complexe les processus décisionnels et moins stricts les contrôles. Sans doute encore, la globalisation économique et financière, en gommant les frontières sans pour autant étendre les moyens des policiers et des juges, a créé un formidable appel d'air dans le monde entier pour toutes les formes de criminalité qui n'attendaient que ces facilités pour prospérer.

LES RAISONS D'Y PENSER

Tant que l'on pouvait affecter à la criminalité un statut secondaire, elle ne menaçait pas l'ordre social. Le crime a dangereusement établi sa jonction avec le fonctionnement normal de la société; les changements ne sont donc plus d'échelle mais de nature. La délinquance étant la caractéristique des classes dangereuses, la pénalité a été inventée pour la réduire. La pénalité, tantôt douce, tantôt dure selon les époques, a longtemps occupée, en toute légitimité, la place centrale de tout un appareillage disciplinaire. Le code pénal et les instances de contrôle social se sont donc longtemps attachés à contrôler presque exclusivement les agissements marginaux relevant d'actes anti-sociaux provenant d'individus déclencheurs d'une réaction sociale, dans une société individualiste.

Or de nos jours, l'expansion indéfinie et universelle de la criminalité, son étalement dans le temps et l'espace au travers de processus continus, sa dilution dans les sphères de l'économie, de la finance et de la politique et les positions stratégiques qu'elles permettent d'y prendre changent toute la donne. La surprenante et insupportable découverte, c'est que la délinquance et la criminalité sont devenues des modes de formation de plus-value, des stratégies de prise de pouvoir banales et généralisées parce qu'elles sont les activités les plus rentables de l'économie et qu'elles prennent des dimensions planétaires. Il faut par exemple reconstituer tout un ensemble d'opérations différentes et complexes, commises par des acteurs différents dont certains peuvent même être étrangers à l'organisation frauduleuse et en ignorer les objectifs, pour pouvoir identifier, selon le cas, un processus de blanchiment d'argent ou de fraude organisée. La criminalité a donc

cessée d'être l'apanage des marginaux et des classes dangereuses uniquement.

L'enjeu est le suivant :

Soit il s'agit de manifestations pathologiques d'un ordre social dont les fondements restent valides, et il importe alors de trouver et de mettre en œuvre les moyens d'éliminer ces perturbations; soit le système social est intrinsèquement affecté, et il faut alors s'engager dans une réflexion sur la validité de ses fondements.

L'expansion de la criminalité organisée, économique et financière, n'est que l'un des modes d'expression de la crise des formes de politiques modernes, et plus particulièrement des États. Elle n'est ni fortuite, ni locale, ni conjoncturelle, ni réversible.

L'OUVERTURE DES MARCHÉS

Sur les manifestations qui reposent sur une déréglementation effrénée :

Ce furent clairement les politiques de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui décidèrent de précipiter le mouvement de mondialisation en lui donnant ses caractéristiques par le biais de la déréglementation. Par la suite, tous les pays ont entériné cette dérégulation de l'économie mondiale. Elle s'est imposée comme modèle dominant du système économique et financier planétaire. Ce mouvement a montré l'État providence du doigt comme étant responsable des rigidités qui freinent l'expansion économique et financière. L'interventionnisme étatique, aussi bien dans le domaine économique que social, est devenu, à partir des années 90, le repoussoir de toute politique orthodoxe (conforme à un dogme, à la doctrine d'une religion), au plan national comme dans l'espace international.

La création de l'Organisation mondiale du commerce, de même que les doctrines de la Banque mondiale, de la Commission européenne ou de la Banque centrale européenne reposent toutes sur le dogme de l'infailibilité des mécanismes strictement libéraux et de la perversité des programmes d'aide aux populations défavorisées ou de soutien aux secteurs économiques fragiles. Or, l'élément déterminant de l'évolution sociologique, pour ce qui concerne directement la question criminelle, se trouve dans cet épuisement de la dynamique structurante de l'État régulateur, modernisateur et instituteur social. À ce sujet, notons que les Accords de Bretton Woods, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, reposaient en effet sur la conviction, alors partagée par tous les pays occidentaux, que l'interventionnisme étatique était nécessaire pour prévenir le retour des erreurs des années trente, qui avaient elles-mêmes favorisé l'essor du nazisme et du fascisme en Europe...

Les États Nations ayant perdu une grande partie de leur capacité organisatrice et régulatrice jusque dans le domaine social, ont vu disparaître aussi, et au premier chef, leur légitimité à réglementer l'espace privé des individus. Sans doute d'autres évolutions, notamment celle des mœurs, se sont-elles conjuguées avec des raisons purement économiques et politiques pour parvenir à ce désengagement de l'État vis-à-vis de la normalisation des comportements sociaux. Il n'empêche que le mouvement de désinvestis-

sement étatique s'est généralisé et que la plupart des formes de socialisation alternatives, jadis inconcevables, sont aujourd'hui acceptées, même protégées, sinon encouragées.

Notez que même aux États-Unis, le mouvement des droits civiques qui, au cours des années 60, visait à favoriser l'intégration des Noirs par des discriminations positives, tendait à leur intégration dans la société blanche américaine. Aujourd'hui, aucune politique de lutte contre les discriminations ne vise plus à intégrer qui que ce soit dans un mode de vie différent du sien. Les seules politiques encore admises consistent à permettre aux individus de disposer d'une place sociale reconnue, quel que soit leur mode de socialisation initial. En d'autres termes, la société doit garantir la neutralité complète de l'espace public au regard du mode de vie et de l'environnement sociétal de ses membres. Nous pouvons dire que les modes de contrôle social, largement incompatibles avec cette tolérance revendiquée, ne trouvent plus les points d'appui qu'offrait aux instances de ce contrôle une société aux modes de vie conformistes.

L'aspect le plus paradoxal est que la mondialisation, qui unifie l'espace des échanges et des communications dans l'ensemble de la planète, se traduit sociologiquement par un éparpillement indéfini et incontrôlable des formes de socialisation, qui se caractérise partout par des replis identitaires et communautaires. Le contrôle social, inhérent à toute organisation sociale même élémentaire, ne s'effectue plus guère que par leur intermédiaire.

Ceci pose des problèmes croissants d'ordre public lorsque les groupes communautaires en question adoptent des références sociales ou morales qui ne correspondent plus à celles promues auparavant par l'État nation. Force est de constater que la montée en puissance de la criminalité a correspondu à ce desserrement des liens sociaux qui étaient contenus et mis en forme au sein de l'État nation et de l'État Providence.

La crise de l'État et des formes politiques n'est pas propre à un seul pays, mais elle est identique partout dans le monde. Elle prend, il est vrai, un aspect particulier selon la configuration de chaque pays, de chaque société. Elle trouve son expression privilégiée dans la criminalisation du pouvoir et se manifeste par l'effondrement de la légitimité des élites. Elle prend tantôt l'aspect d'une fin des immunités que procurait l'exercice du pouvoir, tantôt de la croissance du discrédit jeté sur l'action politique, que mesurent par exemple les sondages d'opinion ou l'abstention lors des scrutins démocratiques. Ainsi, de plus en plus, les responsables politiques s'exposent au soupçon du dévoiement criminel de leurs fonctions, causées tant par diverses incartades sexuelles que d'autres causes de scandales.

Cette transposition dans l'ordre symbolique de la crise du gouvernement, la criminalisation des élites l'accompagne partout dans la montée des communautarismes et des regroupements identitaires, qui délégitimise l'action des États en matière de socialisation, et engage leur disqualification dans l'inconscient collectif. Tout ceci mène à penser que la crise des formes politiques modernes dont ceux-ci étaient les vecteurs, n'est pas conjoncturelle mais structurelle. Ayant rompu les amarres avec les formes d'organisation qui

avaient permises de créer sur la longue durée un certain ordre politique, social et culturel, ce qui reposait sur la conviction que le ‘contrat social’ nécessitait une harmonisation des conditions sociales, l’État n’assure plus la protection de l’ordre public comme le faisaient les États nations et Providences.

Le couplage entre progrès technique et scientifique d’une part, et progrès économiques, social et humain d’autre part, est remis en cause au travers de cette crise et de la délégitimation des élites. Un néo-cosmopolitisme individualiste, multiculturaliste et communautariste s’est imposé comme résultat des forces sociales centrifuges. L’américanisation des cultures est la meilleure preuve que cette évolution est acquise, malgré toute forme de républicanisme. Les phénomènes de corruption se nourrissant de ce repliement, constituent un mode alternatif de socialisation relayant les institutions étatiques devenues incapables d’assumer correctement leur vocation universalisante. Ce qu’il faut percevoir dès à présent, c’est le lien étroit qui unit les structures sociales, les formes institutionnelles et la nature des comportements criminels.

On peut déjà dresser le constat d’une double évolution, ce qui donne au phénomène criminel une importance majeure dans les mutations contemporaines. Ayant pris une place nouvelle dans l’ensemble des configurations sociales, la structure des réseaux criminels s’est également modifiée. Jadis, seule la criminalité des classes dangereuses était véritablement reconnue et identifiée comme une menace collective justifiant le travail des instances de protection de la société. On peut admettre aujourd’hui que les élites secrètent une délinquance devenue à son tour préoccupante. Il continue toujours à avoir une délinquance des pauvres, requérant une réaction sociale organisée, à laquelle on se résout à ajouter une délinquance résiduelle des élites, sans qu’il existe un rapport formel entre elles, si ce n’est leur développement simultané.

Or la compréhension des phénomènes criminels et celle du fonctionnement des sociétés contemporaines passe par un changement radical de perspective. La délinquance des élites n’est pas le dysfonctionnement marginal des membres dévoyés du groupe social dominant, ni la délinquance des pauvres le penchant social centrifuge des classes mal insérées. Une jonction s’est opérée entre des délinquances qui, autrefois, n’avaient aucun point commun. ***La plus forte des plus-value économiques a pour origine l’exploitation de la plus grande misère des hommes, soit leur condition sociale.*** La criminalité organisée, économique et financière valorise économiquement l’exclusion sociale dont elle fait un marché.

Les plus grands bénéfices naissent donc de la capacité à valoriser la pauvreté par le moyen de la transgression sociale des interdits et des normes, dans lequel la tendance naturelle des classes défavorisées à la désinsertion sociale devient une source inépuisable de profits colossaux. La limite entre les interdits nécessaires au maintien d’un ordre social minimum et les contraintes réglementaires obsolètes devient ainsi un nouvel enjeu en terme d’enrichissement et de pouvoir.

Il n’y a pas d’un côté un domaine criminel qui croît et un domaine légal qui se restreint,

mais un double mouvement corrélé d'expansion du crime dans l'économie et le pouvoir d'un côté, et un infléchissement de l'économie et du pouvoir dans la criminalité de l'autre. Autrement dit, la société formelle dans l'ensemble de ses composantes politiques, économiques et sociales, se mêlent de façon dorénavant inextricable à l'économie du crime. On ne peut plus parler d'une société légale versus criminelle. Nous avons affaire à une société crimino-légale dont toutes les composantes, criminelles et légales, sont imbriquées les unes dans les autres.

LES RAISONS DE DÉSESPÉRER

Selon John Rawls, nos sociétés actuelles, toutes pétries de références aux droits de l'homme, sont loin d'avoir encore établi la justice sociale, prélude à la conduite de la 'vie bonne' de leurs membres. Nous pouvons rechercher tous ensemble le meilleur moyen de vivre en communauté, que s'il existe un ordre préalable qui définit la communauté à l'intérieur de laquelle nous devrions rechercher cet ordre et qui garantit l'application de nos choix collectifs, quels qu'ils soient.

Qu'est-ce que l'État nation :

C'est la conjonction d'un espace territorial (déterminé par des frontières stables et reconnues) avec des institutions politiques souveraines, permettant l'identification d'un peuple, qui se reconnaît lui-même dans cette configuration à laquelle il accorde pleinement la légitimité de sa définition.

Or le rejet de l'État Nation a amené l'apparition de formes criminelles nouvelles, inédites dans les sociétés modernes qui reposaient toutes sur la certitude que le crime et la délinquance, résidus de la barbarie, étaient en voie de disparition continue grâce aux progrès constants de l'humanité. Mais la puissance formidable que procurent aujourd'hui les moyens technologiques sert plus aisément au développement de trafics de toutes sortes : la drogue, les armes, les êtres humains, l'argent..., qui submergent les frontières et subvertissent les États, qu'à réformer les conditions et les niveaux de vie des catégories sociales à l'abandon; ce monde radieux, sous les auspices des droits de l'homme universels, se fait attendre. Pire encore, les laissés pour-compte de la globalisation ne voient pas seulement passer à côté d'eux les bienfaits de l'enrichissement, promis par l'ouverture des frontières et la libéralisation du commerce et des échanges mondiaux; c'est leur propre sort qui devient l'objet de ce commerce et de ces échanges.

Les États alléguant rarement des pratiques aussi transparentes que l'exigerait le dogme, ils développent ou laissent se développer des pratiques douteuses, voir illicites, contraires aux normes qu'ils ont eux-mêmes édictées. Les transgressions que le libéralisme contemporain autorise vis-à-vis de sa propre légalité, au demeurant déjà bien indulgente, ne sont pas fortuites; elle ne prennent pas les gouvernements par surprise. Le scandale qui devrait nous émouvoir, c'est au contraire qu'elles s'inscrivent dans la logique revendiquée de la déréglementation et qu'elles n'ont même pas besoin de se déguiser pour prospérer. La faute de la mondialisation est donc d'avoir délibérément coupé le monde en deux et d'avoir livrée l'une de ses parties à l'exploitation éhontée de l'autre. C'est par cette

mondialisation, et grâce à elle, que les États laissent se créer tous les jours un nouveau marché, celui de la transgression des normes. Tout ce qui sert la libre circulation des marchandises, des informations et des capitaux bénéficie des faveurs des gouvernements et des organisations internationales. Tout ce qui ne la concerne pas est laissé à la souveraineté de l'État. Ce qu'on appelle le marché de la loi, c'est cette capacité offerte par la dérégulation économique et financière de miser sur les trafics de ce qui reste interdit par les États nations, sans que ceux-ci n'aient encore les moyens d'imposer leur prohibitions.

Plus de la moitié des capitaux circulant passent désormais chaque année par les paradis bancaires, fiscaux et judiciaires. Tout ce dont l'usage ou le commerce est interdit, limité ou encadré par une loi, un principe de droit ou une simple réglementation publique acquiert de ce fait une valeur sur le marché de la transgression des normes. Sans doute les États n'ont-ils jamais eu complètement la maîtrise des prohibitions qu'ils instaurent par les centres financiers *off shore*, qui adaptent leurs réglementations internes pour permettre à ceux qui viennent s'immatriculer dans leurs territoires de se soustraire aux lois des autres États. La loi est donc devenue une simple valeur marchande qui se négocie sur le marché de la mondialisation criminelle. Le découragement des États est donc évident devant leur impuissance à l'application de leurs lois voulant protéger l'identité collective.

Sur le groupe fractal :

Aujourd'hui dans l'ère du différentialisme, la logique sociale des groupes identitaires ou de réseaux est la seule assise au sein de laquelle se constituent les affinités sociales. L'apparent désordre qui résulte de ces nouveaux modes de socialisation paraît les faire échapper à toute compréhension globale. L'espace collectif social est donc composé de la superposition indéfinie des réseaux identitaires (soit ethniques, marginaux, anomiques...) qui se cristallisent dans la configuration d'ensemble par les spécificités qui la différencient des autres réseaux, et qui créent leur identité et leur force. La seule condition est de réunir suffisamment de membres pour constituer un système de relations formelles dont la cohérence lui permet de fonctionner et de se perpétuer. La reconnaissance de sa singularité est enfin la condition nécessaire et suffisante de sa protection.

L'État moderne, qui ne connaît en droit que l'individu, ne peut percevoir ces formes sociologiques; elles lui sont transparentes. Voici donc la logique de la technologie politique des identités : l'État, par le biais de ses instances répressives, ne pouvant plus assurer à l'individu, par les moyens secrets des disciplines, une place dans la société, en raison du principe d'abstention qui domine maintenant, renvoie l'individu à la recherche d'autres systèmes de socialisation. Il n'assume plus qu'un contrôle *a posteriori* de la qualité universelle du contenu des associations, et non de leur forme. Il peut donc simplement valider la conformité d'un groupe ou d'un réseau aux normes et aux valeurs démocratiques, en fonction de ses activités, i.e. des identités qu'il produit et reproduit.

L'abstention de l'État, soit en terme d'ingérence dans la vie privée¹, s'explique donc du

1Article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme

'Il ne peut y avoir d'ingérence d'une autorité publique (...) que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité na-

fait qu'il ne se préoccupe plus guère que de pacifier les relations qui naissent de leurs rapports, en laissant les réseaux et les groupes identitaires faire à sa place le travail de contrôle social qui jadis lui revenait. Ainsi, très étrangement, la mondialisation et la communautarisation qui lui est associée portent en elles-mêmes les germes de leur propre auto-destruction.

LA LIBRE CONCURRENCE LES RAISONS D'EN PARLER

La mondialisation ne peut exister, selon les formes qu'elle a prise depuis les 20 dernières années, parce qu'il s'est constitué parallèlement une mise en réseaux (une communautarisation) des solidarités sociales jadis tenues en main par l'État (aujourd'hui figure de repli sur soi étatique). La nouvelle technologie politique et ses mécanismes de contrôle social, s'opérant par rapport aux méthodes de redressement des corps, premièrement par la discipline puis, de nos jours par l'identité, s'étiolent et les instances de l'État deviennent inaptes à exercer la surveillance des individus dont ils étaient jusqu'alors chargés.

La démocratie, sous les auspices vigilants du droit de l'homme, accéderait au projet mille fois retenu et encore reporté d'une société adulte qui laisse ses membres accomplir leurs projets de vie sous le seul impératif kantien du respect d'autrui. Qui ne se réjouirait d'un système idéal, mettant fin aux lourdes machineries du contrôle social et garantirait à chacun une libre et totale disposition de son corps, de sa vie, de ses pensées, de ses croyances et de ses choix idéologiques, ce dans une société libre de toute oppression? Chaque société est, par définition, un système de relations organisées reposant sur le consentement des individus et le libre agencement de leurs rapports. La question qui se pose, c'est comment des hommes veulent-ils vivre ensemble, ou du moins se supporter les uns les autres?

Voici l'hypothèse de l'auteur :

Si les états sont devenus incapables de remplir encore leurs fonctions de contrôle social, ces fonctions ne sont pas devenues inutiles et n'ont pas disparues comme s'en réjouissent les néo-libéraux, elles se sont seulement reconstituées dans de nouvelles configurations sociologiques en mettant en œuvre d'autres systèmes de pouvoir. Autrement dit, les appartenances identitaires contemporaines sont bien la contrepartie de la mondialisation, non comme étant une retombée imprévue, mais comme une impérieuse nécessité sociologique, ce parce qu'il n'existe de société qu'organisée, et que le renoncement des États oblige les solidarités sociales primaires à trouver d'autres structures, d'autres refuges, d'autres modes d'expression. L'État moderne, après avoir été Léviathan, s'était fait instituteur puis entrepreneur et distributeur. Il exigeait dans tous les cas une conformité sociale, pour ne pas dire un conformisme des individus, indispensable à la marche d'une société, pour individualiste qu'elle fût, et laissant aux individus le soin et la responsabilité d'assurer eux-mêmes la conduite de leur existence jusque dans les modalités de leur protection sociale, donnant à l'universalisme de cette société moderne un contenu nouveau : celle que l'État respectera et préservera l'autonomie de la sphère

tionale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection des droits et libertés d'autrui.'

privée, idéalisée par les droits de l'homme, mais en s'abstenant lui-même d'y intervenir.

Isolé dans un désert social, l'individu progresse vers un univers de droits où il se doit de quérir seul les bienfaits dont le monde regorge, mais qui se dérobent toujours autant, sinon plus, aux volontés des insolubles. Le néolibéralisme qui sous-tend la mondialisation ne voit dans l'État qu'une superstructure anonyme, inutile et malfaisante. Il dénie à l'État toute aptitude à incarner l'expression d'une volonté collective, ce que faisait d'abord l'État nation, puis l'État Providence qui ont perdu le support qui les rendait légitimes aux mains des intérêts privés. Nageant dans l'oasis du désert social créé par cette mondialisation, née de la nouvelle technologie politique des identités, et assurant à ses membres la protection s'ils se conforment à certains critères de comportements, l'individu est laissé à lui-même.

Foucault montrant comment les disciplines servaient au dressage des individus pour qu'ils s'intègrent dans cette société, la mondialisation s'est employée jusqu'à présent à déconstruire les cadres sociaux existants. L'incapacité politique de construire un univers social cohérent nous conduit sur d'autres arrangements au seuil d'un nouveau système issu des décombres de la modernité politique. La mondialisation est donc l'émergence d'un nouvel ordre mondial dans lequel les logiques et les rationalités ont changé, avec l'inversion générale des valeurs sociales et politiques précédentes. Entre similitudes collectives et modes de vie particuliers ne se trouve plus l'espace public de l'État nation.

Voici l'enjeu de la criminalité :

Ou nous continuerons, par ignorance et paresse de la volonté collective, de laisser le jeu des forces sociales les plus brutales dominer les rapports sociaux, ou nous chercherons à comprendre les mécanismes que nous avons mis en branle et qui échappent aujourd'hui à notre emprise, pour en reprendre le contrôle.

SYNTHÈSE AU LIVRE : LA MONDIALISATION DE LA CRIMINALITÉ.

La mondialisation, laissant place à un taux de criminalité montant avec ses politiques de dérégulation et de décentralisation des pouvoirs, a permis un desserrement des mécanismes de contrôle social traduisant un éloignement de l'État Providence, qui s'assurait du contrôle social par la tutelle de politiques plus ou moins orthodoxes.

D'un autre côté, la société passant d'un caractère individualiste à celui de libéralisme social, a permis une parcellarisation des identités unifiées sous l'égide d'une globalisation des mœurs et des communications. La délinquance dangereuse étant d'abord considérée comme marginale, est devenue l'apanage d'une montée de corruption des élites par le fait de la déresponsabilisation étatique envers les classes défavorisées de la société et des entreprises sectorielles fragilisées par la criminalité économique et financière.

Enfin, la criminalisation profitant des crises identitaires de sous-groupes sociaux, par l'appât du gain et du plaisir, a réussi à capitaliser de ces classes par la valorisation de la

transgression des interdits, source de profits colossaux, puisque les régulations obsolètes ne permettent plus d'identifier les crimes de réseaux, les criminels ayant triomphé du changement radical des mentalités pour dépasser la vigilance étatique, qui elle-même a été entraînée dans ce courant de délégitimation du pouvoir politique.

LES RAISONS D'ESPÉRER

Sur l'essor de notre civilisation mondiale est avant tout politique :

Il faut désormais penser et construire un nouvel ordre mondial, qui intègre la difficile et nécessaire volonté de tous (individus, entreprises et États) à l'intérêt général de l'humanité. Ce scénario postule une rapide prise de conscience de la part des gouvernements et des organisations internationales. Puisque la soumission passive aux dictats d'une déréglementation ne nous épargnera pas, mieux vaut donc accompagner ses développements par le choix de réglementer les activités économiques et financières qui échappent aujourd'hui à toute contrainte, ce que seule des normes mondiales sauraient encadrer. Petit à petit, cas par cas, pourrait s'édifier un ordre planétaire plus cohérent, qui n'abandonnerait pas aux seules lois du marché les régulations sociales, et qui renoncerait surtout à faire de la loi elle-même le premier des marchés. Sans abandonner les principes de la souveraineté, il faudrait du moins reconnaître la nécessité de la partager. L'État ne pourrait conserver ses prérogatives exclusives que lorsque ses pouvoirs ne sont pas contraires à l'ordre public mondial qui reste à élaborer, mais dont les contours se dessinent d'ores et déjà clairement. Les États peuvent et doivent rester souverains tant que leur souveraineté n'entre pas en conflit avec un intérêt général plus grand que celui qu'ils défendent, soit celui de sauvegarde au plan humanitaire.

“Les systèmes vivant tous des contradictions qui les font succomber, l'être vivant se maintient en vie grâce à la disparition constante des cellules de son organisme. Son organisation globale naît donc de la désorganisation perpétuelle de ses éléments...”

Jean de Maillard, *LE MARCHÉ FAIT SA LOI, Mille et une nuits*, France, 2001
Parrainé par La Fondation du 2 Mars

LE NÉOLIBÉRALISME

4-La mondialisation de la criminalité

Le marché fait sa loi, *Jean de Maillard, Mille et une nuits*, France, 2001

SYNTHÈSE GÉNÉRALE

Les mesures de la grande criminalité organisée économique et financière pèsent sur la direction et la stabilité de nombreux pays, comme sur l'économie globale. Les criminels ont rapidement profité du changement radical de la politique mondiale, de la croissance des nouvelles technologies et de la diminution des régulations amenées par cette mondialisation². Les moyens technologiques servant plus au marché qu'à réformer les conditions

²Ceci rapporte des gains de 2,5 G en argent blanchis par jour dans le monde.

de vie des classes sociales à l'abandon, ils submergent les frontières et subvertissent les élites. Les diverses décentralisations ont établi le crime dans la société, l'économie et le pouvoir. Par un effet d'étalement, dans un processus continu, elles ont permis au crime de prendre une position stratégique puisque leur nombre d'opérations augmentant et leurs agents étant disséminés ont eu pour effet de diminuer les prises contrôles.

L'expansion de la criminalité étant un mode d'expression de la crise politique moderne, l'intervention-nisme étatique, en son sens bénéfique, est repoussé devant l'espace international. Les causes : le mouvement de mondialisation montre du doigt l'État Providence comme apportant une rigidité freinant l'expansion économique et financière souhaitée. Devant une globalisation des comportements sociaux, se traduisant par leur normalisation et un effet de crise identitaire, soit par une métamorphose des mentalités³, l'État Nation a perdu sa légitimité à réglementer l'espace privé des individus et à assurer l'ordre public. Les phénomènes de corruption, se nourrissant de ce repliement, constituent un mode de socialisation alternatif qui relaie les États, incapables d'assumer leur vocation universalisante, victimes de leur délégitimation.

La mondialisation apportant donc des forces incontrôlables de socialisation⁴, et ce contrôle social se faisant par l'intermédiaire de la technologie des communications, les replis identitaires et communautaires d'individus adoptant de nouveaux référents sociaux ou moraux, qui ne sont pas promus par l'État nation, amènent la hausse de la criminalité correspondant au dévouement de ces liens sociaux, ou à cette aliénation du droit social, dans une nouvelle configuration sociologique amenée par le républicanisme de la société anglo-saxonne, la montée du particularisme identitaire (effet de la crise identitaire occasionnée par la normalisation des comportements) et la marginalisation des classes dangereuses.

La criminalité organisée favorise économiquement l'exclusion sociale, dont elle fait un marché par la transgression des interdits et normes⁵, se joint désormais à la délinquance dans un nouveau mode de formation de plus-value. Le code pénal étant surtout affecté aux actes anti-sociaux dans une société fortement ultra-libérale, il induisit de nouvelles limites au contrôle social, soit par le marché illicite. Cette réglementation périmée devant de nouveaux comportements de délinquance criminelle amènent le découragement de l'État comme la corruption des élites, formant de nouveaux enjeux en termes d'économie et de pouvoir. Cette crise des formes politiques est pareille partout dans le monde. Elle s'exprime par une criminalisation des pouvoirs et se manifeste par l'effondrement étatique. Elle accompagne partout une montée du communautarisme et des regroupements identitaires. Les laissés-pour-compte de la mondialisation sont devenus un marché d'exploitation, mettant en scène le déploiement d'une société dite "fractale".

La société, passant donc d'un caractère individualiste à celui de libéralisme social, a donc

3Un néo-cosmopolitisme individualiste, multiculturaliste et communautarisme s'est imposé suite à la restructuration des économies laissant glisser les statuts de vie individuels dans des forces sociales centrifuges.

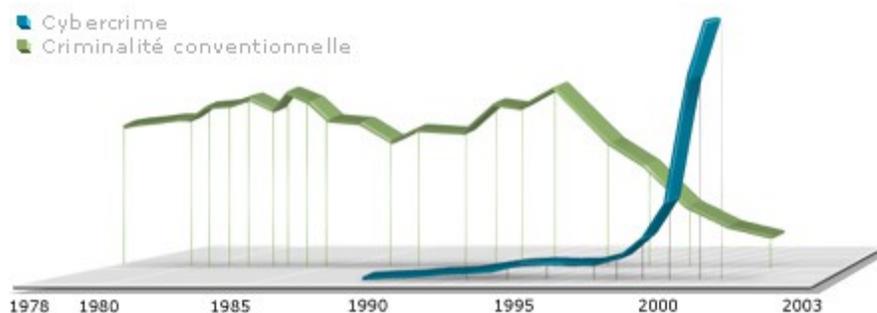
4Ce contrôle social se fait maintenant surtout par l'intermédiaire de la technologie des communications.

5Tendance naturelle des classes laissées-pour-compte.

conduit à une dissémination des identités unifiées sous l'égide d'une globalisation des mœurs et des communications. La délinquance dangereuse, étant alors considérée comme marginale, est donc devenue l'apanage d'une montée de corruption des élites par le fait de la désorganisation étatique envers les classes défavorisées de la société et des entreprises sectorielles fragilisées par la criminalité économique et financière.

Enfin, la criminalisation profitant de la crise de l'État Nation et de l'identitaire des sous-groupes sociaux, par l'appât du gain et du plaisir, à réussi à capitaliser des classes marginales comme de pouvoir par la valorisation de la transgression des interdits, source de profits colossaux, puisque des régulations obsolètes ne permettent plus d'identifier les crimes de réseaux, les criminels ont ainsi triomphé du changement radical des mentalités pour dépasser la vigilance étatique, qui elle même a été donc été entraînée dans ce courant de "déligitimation" du pouvoir politique et de désinsertion sociale.

Déligitimation du pouvoir entraîné par un seuil de vigilance étatique



Pour terminer, il faudrait, pour régler la situation, éliminer les pathologies de ce pouvoir étatique suranné et en repenser les fondements juridico-politiques. Nous n'avons donc d'autre choix que de réglementer l'activité économique et financière, qui échappe encore aux contraintes étatiques, par l'encadrement tant des normes mondiales que des codes sociaux, soit par la valorisation des structures élémentaires du fonctionnement des sociétés.

Peu à peu et cas par cas, un nouvel ordre mondial plus cohérent s'édifierait, tout en conservant la souveraineté de l'État, en partageant ses prérogatives exclusives, si ces pouvoirs ne sont bien sûr pas contraires à l'ordre public mondial.

Le néolibéralisme

Monsieur Jean Charest, Premier ministre du Québec, Parti Libéral du Québec.

Le PQ mène au chaos, affirme Jean Charest 26 juillet 2012 [Québec](#)

« Le rouleau compresseur menant aux élections a continué sa route hier. Chaque parti y est allé d'un engagement, de la présentation de candidats-vedettes, d'une alliance ponctuelle et même d'une menace de « chaos ». »

Le premier ministre Jean Charest, qui cache de moins en moins l'imminence du déclenchement électoral en vue d'un possible scrutin le 4 septembre, a brandi la menace du

chaos si le Parti québécois prenait le pouvoir et engageait le Québec dans un référendum. Selon M. Charest, la souveraineté demeure au coeur de l'action du PQ, dont la vision politique est « fondée sur le chaos et sur ce qui s'est passé [avec le mouvement étudiant] : le manque de respect pour les individus ».

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/355399/le-pq-mene-au-chaos-affirme-jean-charest>

Il s'agirait ici d'un point contournable concernant le Jugement des Nations, alors que la confusion laissera place à la vérité d'où s'incline la parole, la nature et aussi l'Esprit.

La victoire des alliés et l'Avènement du Messie

À 7h02 am ce vendredi 24 août 2012, je viens d'entendre votre voix à CJDM. Vous disiez et je cite: Celui qui parle qui nous amène le grand vent au Québec (moi), met qu'il entende parler d'une élection ou d'un référendum, vous allez voir qu'il va faire de l'air pas mal vite... Non mais est-ce que je me trompe ou si c'est bien des menaces de représailles? C'était dans le cadre de votre annonce de visite à Soprema... Bonne chance pour votre élection, Monsieur Charest!

http://www.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2012/2012/08/23/006-charest-plan-nord-favoritisme.shtml?Authorized=1&AuthenticationKey=2_32_6eb93bb9-0390-4f94-a46d-07a066e77460.pmdfndfgbkcl#commentaires

Voir aussi <http://drummondville.radionrj.ca/Nouvelles.aspx?articleID=227951>

Mais les propos de M. Charest s'adressaient en fait à propos de François Legault : « Celui qui a promis qu'"il va venter" s'il accède au pouvoir va se transformer en courant d'air », s'il y a un référendum. <http://www.ledevoir.com/politique/elections-2012/357620/titre>

Pour vous expliquer la nature de cette confusion, voici premièrement un extrait tiré d'un article du site de nouvelles de Radio-Canada :

Orages violents sur le Québec et l'Ontario

Mise à jour le mardi 24 juillet 2012 à 14 h 23 HAE

La pluie, la grêle et les forts vents qui ont déferlé lundi soir sur le sud du Québec et l'est de l'Ontario ont causé de nombreux dommages dans des secteurs résidentiels et mis à rude épreuve les réseaux de distribution d'électricité. À l'est de Montréal, dans la région de l'Assomption, des vents violents de plus de 100 km/h ont déraciné de nombreux arbres et endommagé des résidences. Les vents se sont aussi déchaînés dans [l'Outaouais et l'est de l'Ontario](#). D'importantes chutes de grêle ont été signalées dans la région d'Ottawa. Des grêlons de la taille d'un oeuf sont tombés par endroits dans la capitale. Une tornade aurait aussi touché terre près d'un camping de lac Doré, près du parc Algonquin. Une vingtaine de roulottes ont été endommagées par les intempéries. À Gatineau, une maison a aussi été incendiée après avoir été frappée de plein fouet par la foudre.

Voici un des commentaires que j'y ai formulé, afin de répondre à une question suivante : Envoyé par [Sylvain Bélanger](#) de Montréal. 24 juillet 2012 à 10 h 13 HAE *en réponse à*

Diane Meilleur de Montréal. Ca veut dire quoi les saisons étaient à leur place?

Envoyé par [Maxime St-Jacques](#) de Drummondville
24 juillet 2012 à 10 h 37 HAE *en réponse à Diane Meilleur de Montréal*

Les saisons à leur place, ça veut dire que les quatre éléments et les quatre qualités fondamentales étaient chacune dans leurs milieux naturels, sur l'axe de différenciation des éléments. L'eau, l'air, le feu et la terre poursuivent un cycle naturel d'échange d'énergies sur cet axe qui les différencie et les retournent dans le cadran de cet axe qui est fondé sur les qualités du chaud, du sec, du froid et de l'humide. L'exploitation des énergies par le facteur humain et les ondes et fluides que cela génère dégrade l'environnement dans ses cycles saisonniers jusqu'aux sphères célestes, en passant des puissances des cieux aux planètes du système et à la terre, sur l'axe. Les babyboomers savent cela. Sur la dernière affirmation de mon commentaire, où j'ai dit que les babyboomers savent cela, je tiens à préciser que la génération d'après guerre ont rejeté la bonne science.

Et ceci est la raison pour laquelle l'environnement poursuit ce cycle de dégradation, tel que je vous l'ai présenté dans mon tout premier travail : **Traité Premier de la science universelle**. Cette connaissance serait connue de certains d'entre eux, tout comme la science hippocratique, mais non de nous, la génération x, qui n'en avons plus les repères.

À la fin de ce premier travail, après avoir clairement résumé les circonstances de cette dégradation environnementale, j'affirmai que la franc-maçonnerie est au coeur de cette Babylone qui elle, étant la Bête apocalyptique qui monde la mer, est la Rome figurée. Je vous expliquerai dans cet appendice une autre problématique, puis sa résolution...

Dans ce même article de Radio-Canada, voici un autre témoignage sur les températures :

Envoyé par [Diane Meilleur](#) de Montréal
24 juillet 2012 à 07 h 32 HAE

« Moi autant que je me souviens je ne voyais pas ses gros orages je suis âgée de 60ans et comme je dis dans ma jeunesse on voyait pas ça. Oui on avait de bon hiver mais les saisons étaient à leur place. »

Tous pouvons donc bien constater que les changements climatiques ont cours et se poursuivent, soit par la déminéralisation des sols due en partie à l'activité croissante et à l'usage des énergies, particulièrement les hydroénergies qui consomment le sel de l'air. Au Québec, nous ne voulons pas qu'une poignée d'entrepreneurs gardent le contrôle sur le politique et sur le système législatif de l'état de droit, ce dont je vous pourrai vous entretenir plus longuement dans un autre Traité, religieux, celui de la Justice sociale.

Mais avec le Plan Nord et la campagne électorale qui vient le parti Libéral va de l'avant.

Ceci est donc la situation dans laquelle se trouve confrontée toute notre province du Québec; situation tributaire de l'élitisme dont les origines occultes sont difficilement démontrables. Notre Premier Ministre s'éprenant d'un outrage accablant envers notre

démocratie, blâmant à la fois ceux qui tentent de faire triompher la raison de la cause de la démocratie dans l'enclave des revendications des droits de scolarité, et les autres partis de créer le chaos, pour la simple raison de ne pas poursuivre les mêmes visées que lui.

La crise économique, dont lui-même par ses discours entretient l'incertitude, servirait désormais de tremplin à la fuite économique, et de remblais à toute contestation. La suprématie de Dieu est enfin ce titre usurpé par lui aux fins obscures du Plan Nord... Nous verrons plus bas comment la Bête change les titres de gloire en blasphèmes. Faisons maintenant, aux fins du présent ouvrage, un dernier rappel au travail Premier :

Ils n'ont pas publié ce commentaire

L'effet Doppler parle en fait de la contractio des ondes lumineuses, comme la diffraction crée sur la lumière blanche, passant du violet au rouge.

Les rayons gammas (infrarouges) représentent donc les longueurs d'ondes les plus courtes, mais avec l'intensité la plus grande. La pression est grande en fait dans ces structures que nous avons bien du mal à comprendre aujourd'hui... Mais c'est comme le charbon où l'on retrouve des diamants lorsque le cycle de compressions est achevé. L'or noir permet ainsi de créer des étoiles, par la pression que cela exerce sur l'espace intersidéral. Et oui, la pollution atmosphérique se transporte très loin dans l'univers...

http://www.radio-canada.ca/nouvelles/science/2013/01/16/003-nuage-etoiles-lupus3.shtml?Authorized=1&AuthenticationKey=2_33_fbd2f867-6fd2-413c-bf20-fadbfea2348b.plgofmjajmbpomaingjibgbimimnllccknloocbafpaepchcebdkcgognmmigddnnphibegcnfogponepoimlffbmacbmlijpbkoihabklggddjjnakcpofickkampmoklkjmbclge#commentaires

ANALYSE DES PROBLÉMATIQUES

LE THÉORÈME UNIVERSEL À DÉCLINAISON LOGIQUE

Développement du modèle de rétablissement des enjeux de la paix

Identifier les correspondances Terre-Qualité et Terre-Degré selon l'ordre des déclinaisons.

PROBLÉMATIQUE DE L'ANALYSE GÉNÉRALE :

Les interactions fondamentales s'opposent au dynamisme entre deux phénomènes. L'axe de conjonction appose aux éléments une qualité commune. La déclinaison est analysée en relation du stress causé entre rythme et dynamismes naturels par la qualité des éléments.

Les points les plus représentatifs de la solution recherchée seront transposés des chapitres au cadre théorème suivant pour l'équilibrage des déclinaisons optimisées pour l'étude.

MONDIALISATION	QUALITÉ	UNION	CARDINAUX
RELIGION	ÉLÉMENTS	ORDRE	FONCTIONS
CARDINAUX	TEMPÉRATURE	ÉTAT	VERTUS
CYCLE	COMPLEXIONS	QUALITÉ	SAISONS

Ce cadre d'analyse permet une approche systématique des enjeux au modèle universel. En effectuant une déclinaison logique en m'inspirant des parties correspondantes aux quatre paradigmes, l'analyse générale des chapitres permettra l'harmonisation dynamique.

LA MONDIALISATION RELIGION – CARDINAUX (QUALITÉ) CYCLE

Optimisation	Mondialisation	Religion	Cardinaux	Cycle	RÉSOLUTION
Le blanc	Métaphysique	Ésotérisme	Religion	Science	Paradigmes
Violet					Saisons
Bleu					Qualités
Indigo					Éléments
Le vert					Vertus
Jaune					Humeurs
Orange					Règnes vivants
Le rouge					Facteurs naturels
Les stress	<i>Synthèse</i>	<i>Passivité</i>	<i>Analyse</i>	<i>Activité</i>	L'arithmétique

Terminer l'analyse en remplissant le cadre d'optimisation avec les variables applicables à la résolution de la problématique générale de l'analyse pour les rapporter au cadre des traités sociétaux selon chacun des dynamismes rétablis et le plan pour le changement.

C.VOICI L'ORDRE DES SUJETS DE L'ANALYSE GÉNÉRALE DES PROBLÉMATIQUES :

5- LA MONDIALISATION : RELIGION – CARDINAUX – HARMONISATION DYNAMISMES

- Force - L'ouverture des marchés - Synthèse*
- Complexion - La libre concurrence - Passivité*
- Rythme - Le marché fixe sa loi - Analyse*
- Températures - Le néolibéralisme - Activité*